

## Réponse à la Consultation Publique n° 2025-05 relative à l'évolution des prestations annexes réalisées par les GRD électricité

Les prestations annexes réalisées par Enedis, en complément de la prestation d'acheminement, à la demande des fournisseurs, des consommateurs finaux et des responsables d'équilibre sont regroupées dans ses catalogues de prestations. Leurs tarifications couvrent partiellement ou entièrement les coûts générés, le complément étant, le cas échéant, couvert par le tarif d'utilisation des réseaux.

Toute évolution présente donc un enjeu important pour Enedis, tant sur le volet technique des prestations proposées en termes d'impacts sur le système d'information que sur le volet financier en termes de tarification.

### Demandes d'évolutions relatives aux consommateurs en BT < 36kVA

#### Question 1 :

**Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Enquête » et les nouvelles modalités de communication et de traitement envisagées dans le cas d'une suspicion de fraude sur le dispositif de comptage ?**

Enedis propose de supprimer la mention d'« utilisation frauduleuse de l'installation » dans la description de la prestation « Enquête ». En effet, après analyse des demandes, il s'avère qu'aucun cas de fraudes avérées n'a été identifié via ce canal de transmission. Dans la majorité des cas, il s'agit de potentiel vol d'électricité en aval du disjoncteur donc dans le périmètre C15100 qui ne constitue pas le domaine d'expertise, ni de responsabilité d'Enedis.

Enedis envisage toutefois le maintien d'un canal alternatif pour traiter les cas de fraude supputée par le fournisseur (ou par le client, par l'intermédiaire de son fournisseur). Le fournisseur effectuerait une demande d'instruction ad hoc via le formulaire M002. A la suite d'échanges avec le client et/ou le fournisseur, si Enedis juge qu'un déplacement sur site est nécessaire, celui-ci serait facturé au client. En cas de suspicion de fraude détectée lors du déplacement, Enedis pourrait ensuite faire intervenir un agent assermenté (forfait prévu dans la délibération relative aux prestations annexes) et facturer également ce forfait au client.

Enedis indique toutefois que ce dispositif pourrait être amené à évoluer dans le cadre de son plan de lutte contre les fraudes.

**Enedis est donc favorable à l'orientation préliminaire de la CRE.**

#### Question 2 :

**Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant le traitement des demandes de contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur) ?**

Enedis propose de supprimer le cas d'usage du « contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur) » dans la description de la prestation « Intervention de courte durée » et de transmettre les demandes de contrôles de tension instantanés (sans pose d'enregistreur) par le biais d'une demande diverse via le formulaire M002. En effet, une demande d'intervention de courte durée entraîne directement la prise de rendez-vous dans le tableau de charge et s'intègre automatiquement dans les tournées des techniciens. Or, certains techniciens ne sont pas équipés de voltmètres et ne peuvent donc pas effectuer le contrôle de tension instantané en l'état, en cas de requête de cette intervention par le client.

**Enedis n'est pas favorable à l'orientation préliminaire de la CRE.** Enedis se positionne dans une posture de simplification du catalogue des prestations. Elle rappelle que sur toute la période hivernale (d'octobre 2024 à mars 2025) elle n'a reçu qu'une seule demande de ce type et que dans la plupart des cas les problèmes de qualité de fourniture remontent déjà via des demandes M002 (type qualité de fourniture, sous-type informations diverses). Enedis rappelle aussi l'existence pour chaque compteur Linky d'un journal des creux de tension auquel il est facile d'accéder lors de l'analyse de la demande fournisseur et qui permet soit d'apporter directement la réponse que le client attend soit de prévoir une intervention avec des moyens plus adaptés ; en effet il est peu probable que notre intervention coïncide parfaitement avec le moment auquel le client est soumis à des perturbations d'alimentation.

#### Question 3 :

**Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Relevé spécial » ?**

**Enedis est favorable à l'orientation préliminaire de la CRE** visant à ne pas facturer le premier relevé des points de connexion BT  $\leq 36$  kVA non équipés d'un compteur évolué puisque celui-ci est financé par la composante tarifaire additionnelle.

#### Demandes d'évolutions relatives aux producteurs

#### Question 4 :

**Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE, visant à simplifier la prestation « Duplicata de document » en supprimant la condition « aux seuls documents de moins de 12 mois » ?**

**Enedis est favorable à l'orientation préliminaire de la CRE**, elle rappelle que cette demande d'évolution est motivée par un besoin de simplification et de cohérence avec les dispositifs de facturation, à pas annuel, vis-à-vis du client final.

#### Question 5 :

**Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant l'introduction d'une prestation « raccordement anticipé des producteurs en BT > 36 kVA » ?**

**Enedis est favorable à l'introduction de cette prestation.**

Enedis avait motivé sa demande d'introduction en mode expérimental car le processus d'une expérimentation permettait de borner dans le temps ce format de contribution financière de la part des sites BT>36kVA en raccordement anticipé (2 ans renouvelable 1 fois). Ce statut de prestation paraissait plus souple à une éventuelle adaptation, voire refonte de la prestation.

#### Question 6 :

**Avez-vous des remarques concernant l'introduction de cette prestation, les modalités tarifaires envisagées et les modalités de mise en œuvre pour les ELD ?**

**Enedis n'a pas de remarques particulières vis-à-vis des ELD.**

Concernant la tarification, Enedis souhaite préciser que le coefficient est pour le moment fixé à 2, et fera l'objet d'une mise à jour :

- Le processus opérationnel ne permet pas de restreindre au strict minimum les consignes de limitation. La reprise après levée de limitation est validée par un geste humain et doit prendre en compte des marges pour tenir compte des incertitudes des prévisions et éviter les arrêts de limitation alors que la contrainte perdure. Ce coefficient permet également de prendre en compte la réalité opérationnelle liée à l'envoi et au suivi des consignes de limitation.
- Les modèles météorologiques utilisés pour estimer les contraintes ont tendance à sous-estimer les fortes production PV et éoliennes. Cela entraîne une sous-estimation de la fréquence et de la durée des épisodes de contrainte.

### Demandes d'évolutions transverses à plusieurs segments de clientèle

#### Question 7 :

**Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » ?**

**Enedis est favorable** à l'ouverture de l'option « vérification visuelle sur le dispositif de comptage » à de nouveaux segments clientèles tel que proposée à la CRE.

#### Question 8 :

**Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la différenciation des tarifs associés à la prestation de « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » par catégorie de client ?**

**Enedis est favorable** à l'introduction d'un tarif différencié entre segmentation de clients par la différence de technicité des installations de comptage, qui implique d'une part le recours à des profils d'agents différents selon qu'il s'agit des segments de clientèle en BT  $\leq$  36 kVA (segmentations C5 et P4), en HTA (segmentations P1-P2 et C2) ou en BT  $>$  36 kVA (segmentations P3 et C4), et d'autre part des durées d'intervention plus longues. Le tarif envisagé reflète une analyse des coûts effectuée par Enedis.

#### Question 9 :

**Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'intégration du cas d'usage de « Passage à monophasé/triphasé ou triphasé/monophasé à iso-puissance » aux prestations proposées par les GRD d'électricité et aux modalités de facturation envisagées ?**

**Enedis est favorable** à l'intégration du cas d'usage de « passage à mono/tri ou tri/mono à iso puissance » dans la délibération, dans la mesure où celle-ci permet à Enedis de couvrir ses coûts d'intervention au titre d'un changement d'alimentation électrique réalisé sans travaux d'adaptation.

## Demande d'introduction d'une prestation expérimentale

### Question 10 :

**Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'ajout au catalogue de la prestation « LinkyReady » en tant que prestation expérimentale incluant les lots 2 et 4, et l'intégration des lots 1, 3 et 5 dans la liste des prestations concurrentielles d'Enedis ?**

Enedis avait proposé l'ajout aux catalogues des prestations de la prestation Linky Ready en mode expérimental et en groupant les 5 lots sur une seule prestation. Enedis comprend que la CRE souhaite scinder la prestation au format initialement prévu par Enedis en différenciant les lots à caractère monopolistique de ceux à caractère concurrentiel, ce qui implique 2 prestations dans les catalogues. **Enedis est favorable au découpage proposé.** Elle souligne que cette scission nécessitera un accompagnement complémentaire probable du client pour la lecture et l'instruction de ces prestations.

### Question 11 : (Prestation Linky Ready)

**Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la tarification de la délivrance de l'autorisation de marquage (lot 2) ?**

Enedis confirme que la tarification de la délivrance de l'autorisation de marquage reflète les coûts supportés par Enedis. **En conséquence, Enedis est favorable à l'analyse de la CRE.**

## Demande de pérennisation de prestations expérimentales

### Question 12 :

**Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la prestation « Télé-action sous IP » ?**

Enedis ne partage pas l'analyse de la CRE considérant que plusieurs des activités couvertes par la prestation « Télé-action sous IP » peuvent être effectuées par un acteur ne disposant pas de la qualité de GRD, ni sa lecture juridique de l'arrêté du 9/06/2020 (art 27) relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement aux réseaux d'électricité.

Enedis rappelle que la protection de découplage par télé-action garantit le découplage instantané de la production à chaque ouverture du disjoncteur départ avec comme seul délai, les temps de réponse de la transmission de l'ordre et des deux appareils de coupure. Elle offre ainsi la meilleure efficacité et le moindre risque en termes de sécurité aux biens et aux personnes. C'est ce dispositif qui est donc prescrit par Enedis pour les installations de production dont la puissance installée est supérieure à 5MW.

Enedis confirme que ce dispositif de télé-action est un élément consubstantiel au raccordement d'une installation de production au RPD et essentiel à la sécurité de ce réseau ; et qu'ainsi, la prestation est bien annexe à une mission de service public du GRD.

Ce dispositif constitue par ailleurs une interface d'échange entre les systèmes d'information d'Enedis et celui d'un tiers. Enedis, étant responsable du risque de cybersécurité lié à ces échanges pour le fonctionnement de son réseau, doit donc en garantir la sécurité.

A ce titre, Enedis doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le respect des règles de sécurité par les opérateurs tiers dont les systèmes d'information participent au

fonctionnement du RPD, ce qui est le cas de la télé-action qui comporte un lien de communication informatique entre une installation de production tierce et un poste source du RPD.

En conclusion, Enedis considère que cette prestation fait partie intégrante de l'offre de raccordement au RPD, et que par conséquent elle ne peut être réalisée qu'à titre exclusif par un GRD désigné par la loi.

#### Question 13 :

**Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pérennisation de la prestation expérimentale « Analyse de la qualité d'alimentation » ?**

Enedis partage l'analyse de la CRE visant à pérenniser la prestation relative à la qualité d'alimentation.

#### Question 14 : (Prestation Analyse de la qualité d'alimentation)

**Partagez-vous les orientations de la CRE concernant la limitation de l'accès à la prestation aux seuls fournisseurs, et la suppression de l'option relative à l'analyse des interruptions d'alimentation ?**

**Enedis partage l'analyse de la CRE concernant la limitation de l'accès à la prestation aux seuls fournisseurs, en revanche elle ne partage pas la position de la CRE visant à refuser la suppression de l'option relative à l'analyse des interruptions d'alimentation.**

En effet, Enedis a proposé de refondre les 2 options (n°1 analyse des perturbations d'alimentation, et n°2 analyse des interruptions d'alimentation) pour n'en conserver qu'une seule rebaptisée « diagnostic et analyse des perturbations d'alimentation au titre de la qualité de fourniture », les éléments de REX de cette expérimentation ayant démontré que les 2 options actuelles étaient mal utilisées et ne correspondaient pas au besoin réel du client, confirmant ainsi leur manque de lisibilité. Enedis propose donc de recentrer le périmètre de la prestation pour le simplifier et le rendre plus compréhensible.

#### Evolutions des prestations à destination des responsables d'équilibre

#### Question 15 :

**Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la reconduction de la prestation expérimentale « Transmission anticipée en RecoTemp des Bilans détaillés par sous profil et par fournisseur/acheteur » (S515) ?**

**Enedis partage l'analyse de la CRE.** En effet un responsable d'équilibre est toujours utilisateur de ce service. Ainsi ce responsable d'équilibre utilise ces données pour les communiquer à ses clients, qui sont dépendants de ces données à un niveau de détail disponibles uniquement via ce flux ou sur la plateforme Services aux responsables d'équilibre. Enedis est donc favorable à conserver cette prestation en mode expérimental jusqu'au décommissionnement des flux historiques au profit de la mise à disposition des mêmes données sur la plateforme Services aux responsables d'équilibre.